

Bruxelles. Contre toute attente, la révolte gronde

Ces dernières semaines (printemps 2010), la tension est bel et bien montée dans beaucoup de quartiers bruxellois. Tant et si bien que toute une troupe de politiciens protestaient à grands cris et que les flics, qui venaient tout juste de descendre sous leurs balles un braqueur, défilaient dans les rues de Bruxelles pour exiger la tolérance zéro pour tous ceux qui enfreignent la loi ou dérangent par leur simple présence.

Prends ce dont tu as besoin

Tandis que les managers et les actionnaires se voient verser des millions d'euros d'indemnisations et de primes, la « crise » réduit pour toujours plus de gens les possibilités de pourvoir à leur subsistance. Sans vouloir réduire les événements à un seul aspect, il faudrait considérer la multiplication récente du nombre d'attaques à main armée dans ce contexte. Le chômage à Bruxelles est monté au-delà des 23% pendant que les prix continuent à augmenter. Rien de plus logique, alors, que toujours plus de gens aillent chercher l'argent là où il se trouve : dans les banques, les supermarchés, les villas des riches. Et cette pulsion de survie, ou peut-être même cette volonté de vivre une vie qui ne consiste pas à perdre son temps dans des queues, ne pourra jamais être étouffée par plus de bleu, plus de

Bruxelles. Contre toute attente, la révolte gronde

Publié dans *Hors Service* n°2, Bruxelles, 1er mars 2010

atabularasa.org

violence étatique, plus de sécurité ou plus de contrôle.

La criminalité est toujours en changement. Si d'un côté beaucoup de « délinquants professionnels » ressemblent toujours plus à n'importe quel patron, à n'importe quel commerçant (avec comme seule différence que leurs trafics sont un peu plus illégaux), il existe aussi une autre réalité qui n'est pas si éloignée de nous. L'année passée, le nombre de vols dans les magasins a augmenté de 28% ; ceux qui commettent des braquages s'avèrent souvent être des gens tout-à-fait « normaux » qui ne pouvaient plus joindre les deux bouts à la fin du mois ou des jeunes et des nouveaux venus auxquels l'Etat-Providence a bien fait comprendre que pour eux, il n'y aura plus de place à table ; les manières dont se passe une grande partie de ces braquages et vols, sont tout sauf « professionnelles ». S'y ajoute encore la fraude aux allocations, les factures d'électricité non-payées, la fraude dans les transports en commun,... et on voit la large diffusion de délits contre la propriété, le nombre impressionnant de gens se trouvant en bas de l'échelle sociale, qui ne peuvent ou veulent plus rester dans les rangs de la loi.

Mais ceci est quelque chose de tout-à-fait différent que la mentalité qui pousse certains à mettre à quelqu'un un couteau sur la gorge, à humilier ou tabasser gratuitement ou à se livrer à des crimes qui ne font plus la différence entre voler l'argent du plateau d'un mendiant et aller dévaliser une villa. Même si en fait, cette mentalité ne diffère guère de la manière dont la plupart des gens se rapporte les uns aux autres, on ne peut nier que dans plusieurs quartiers bruxellois, ces formes d'agressions indiscriminées sont aussi en hausse. Et probablement ce n'est pas le fait de se retrouver dans la misère et de ne plus voir d'autre issue que de frapper à l'aveugle autour de soi qui inspire ces actes, mais plutôt une misérable tentative de conquérir du pouvoir. Le pouvoir de se comporter dans son quartier et envers les voisins et les passants comme des vigiles sans uniformes. Le pouvoir d'humilier arbitrairement et sans distinctions pour marquer son territoire. Le pouvoir d'intimider et molester ceux qui te sont « différents » (pense au racisme, aussi bien chez les « blancs »

çons à jour ces mensonges, s'ouvre alors un horizon sans fin de possibilités pour se battre. Et cet horizon, c'est le début de la liberté.

le fait que cette incontrôlabilité pourrait possiblement se traduire dans une révolte sociale, dans une révolte contre cette société. Et voilà le danger qu'ils essayent de dissimuler, voilà le danger dont aussi nous voulons être. Un danger pour l'ordre existant et ses défenseurs.

Il faudra encore avoir de la créativité pour devenir réellement dangereux, et il nous faudrait regarder plus loin que le bout de notre nez. L'affrontement direct, une « guerre » contre les flics, nous ne pourrions jamais la gagner. Si nous sommes là où ils nous attendent, nous pouvons partir du principe que selon toute probabilité, ils l'emporteront sur nous. Mais frapper en petits groupes, toujours à des endroits différents, aussi hors des quartiers où nous habitons et de manières différentes, là l'incontrôlabilité devient déjà un peu plus palpable. Tant dans les moyens que dans les cibles, la créativité est notre arme la plus puissante. Pense aux dizaines de litres d'huile d'olive versés sur la route quelque part à Anderlecht pour faire déraiper les bagnoles de police ; aux différents sabotages du réseau électrique, des caméras et de l'éclairage des rues dans ce même quartier ; aux dégradations des appareils de contrôle dans les stations de métro ; aux destructions de distributeurs de billets ou aux refus de plus en plus répandus de se faire contrôler son identité. Voici tout des gestes qui sont faciles à faire, ne comportant pas trop de risques et qui peuvent être répétés maintes fois. Encore une fois, la créativité est une arme plus puissante qu'une kalachnikov, et en outre elle ne court pas le risque de s'enrayer. Il suffit de l'huiler de temps en temps en gardant ses yeux ouverts, en voyant où leurs infrastructures sont les plus vulnérables et comment on peut garder une avance sur eux.

Rien n'est impossible

La résignation causée par la croyance que « de toute façon, nous ne pouvons rien y changer » semble s'écailler un peu ces derniers temps ici à Bruxelles. Notre plus grand obstacle n'est certainement pas les flics et leurs prisons, mais bien la conviction que « c'est comme ça » et que nous ne pouvons rien y faire. Quand nous per-

que chez les « immigrés » entre eux), ceux qui ne croient pas dans le même dieu ou qui ont simplement compris que tout dieu, toute religion est un mensonge. Ni la police, ni la justice, ni les éducateurs de rue ni les asbl ne réussiront jamais à courber cette tendance. Il ne faut rien attendre de leur part. C'est à nous, nous tous, de contrer cette mentalité. Pas en tant que flic sans uniforme ou prêtre à la recherche de moutons, pas au nom de l'Etat, la Société, la Sécurité ou l'Intégration, mais à partir d'un désir de liberté pour chacun et chacune, d'une confirmation de la vraie solidarité qui s'oppose à la guerre entre pauvres.

Ca te concerne aussi

Les révoltes qui éclatent assez régulièrement dans plusieurs quartiers bruxellois sont une question qui concerne tout le monde. Ce n'est pas, comme les flics essayent de le présenter, un « problème de 400 jeunes irrécupérables qui doivent être balayés de la rue ». Pourquoi ? Non seulement parce qu'il n'existe pas quelque chose comme une catégorie de « jeunes irrécupérables » et que beaucoup de personnes se rebellent, des personnes toutes différentes et non réductibles à une quelconque catégorie sociale inventée par des sociologues et des journalistes. Mais surtout parce que les thèmes que touchent ces révoltes concernent tout le monde. L'attaque incendiaire du commissariat d'Anderlecht ou la rafale de mitraillette contre la porte de la prison de Forest posent à chaque personne qui s'est retrouvée en taule, aux proches et aux amis qui ont quelqu'un en prison ou ceux qui sentent le poids de l'ombre de la prison sur leur existence, la question de la solidarité, de la possibilité de rendre les coups, de se battre contre une institution aussi monstrueuse que la prison. Les braquages de banques, de bijouteries, de bureaux de change, de supermarchés posent à chacun et chacune la question du temps qu'il ou elle est encore prêt à passer prosterné huit heures par jours en échange d'un salaire misérable, à rester docile face aux bureaucrates de l'ONEM et du CPAS pour encaisser une aumône. La résistance contre les contrôles d'identité, les caméras, contre le contrôle dans toutes ses couleurs et uniformes, n'est pas

une fête privée de « quelques centaines de jeunes irrécupérables », mais une question qui concerne toute personne qui se sent enfermée dans cette société, qui se sent espionnée et regardée, étudiée et contrôlée, insultée et humiliée. Disons le clairement : le spectre de jeunes sanguinaires que flics, journalistes et spécialistes universitaires fabriquent à grand cri, ne correspond pas à une réalité, mais est simplement une tentative pour éradiquer toute reconnaissance réciproque, tout langage en commun, toute possibilité de se parler, se comprendre et découvrir les désirs des uns et des autres. La création de l'image de l'ennemi (« les jeunes », « les immigrés ») fait partie de la guerre qu'ils mènent contre tous les pauvres, contre tous les opprimés, contre tous ceux qui voient leurs vies réduites à travailler et faire tourner la machine.

Mais pour pouvoir continuer à se parler, hostile à la politique et la merde journalistique, une première reconnaissance est indispensable. Ceux dont le cœur ne s'enflamme pas quand un commissariat est cramé en représailles à la torture dans les prisons, ceux qui ne sentent pas monter la nausée en entendant que les flics ont tiré leurs balles dans la tête d'un braqueur, n'auront aucune possibilité de communiquer. Mais on ne peut pas en rester là, il faut aussi arriver à une réciprocité. Une réciprocité qui voit les liens entre ceux qui attaquent la prison et ceux qui bloquent les entreprises pour éviter des licenciements ; entre ceux qui se battent contre la construction d'un nouveau centre fermé pour illégaux et ceux qui résistent lors des contrôles d'identité. Et cette réciprocité exige que nous parlions du pourquoi de notre révolte, de nos rêves et nos désirs.

T'es enragé, où est ton rêve ?

Il est aussi important de savoir pour quoi tu luttas que contre quoi tu te bats. Et c'est plus facilement dit que fait, certainement dans un monde où les rêves sont asphyxiés avant même que nous puissions les exprimer. A long terme, tu ne peux pas te battre seulement contre. La rage te donne beaucoup de force, te rend capable d'attaques dont ils ne peuvent quasiment pas se défendre. Mais

pour entretenir un feu, il faut de l'oxygène. Et l'oxygène de la révolte, ce n'est pas seulement la rage, pas seulement la frustration ou encore l'indignation, mais aussi – et peut-être surtout – le rêve, le désir. Et même s'il est de plus en plus difficile d'encore rêver, d'aspirer à quelque chose qui n'est pas une énième copie de ce monde (genre « je crame des bagnoles parce que je ne veux plus être exclu du marché de travail »), nous devrions quand même essayer. Pour qu'un cocktail molotov contre un bâtiment d'Actiris ne sème pas seulement la destruction chez ceux qui essayent de nous faire croire qu'on a encore une chance, que nous aussi nous pourrions encore grignoter quelques parts du gâteau, mais pour que cela parle aussi d'un monde où il n'existera plus de patrons et de salariés, où le travail comme on le connaît maintenant n'existera plus. Voilà pourquoi aussi nous anarchistes, nous ne nous battons pas seulement contre, mais aussi pour. Et même si nous avons seulement qu'un léger soupçon – car l'ombre de l'usine, de l'église, de la prison obscurcit encore trop nos rêves – nous savons que la liberté est autre chose que pouvoir choisir la chaîne de télévision à regarder, que la vie est autre chose qu'aller travailler huit heures par jour.

Tolérance zéro

La tolérance zéro que les flics ont imposée, se fait plus sentir dans la rue et dans les commissariats que dans les tribunaux. Leur tolérance zéro est surtout l'exigence de disposer d'un sauf-conduit pour pouvoir faire ce qu'ils veulent, pour tabasser librement des arrêtés, pour ouvrir le feu à la moindre occasion, pour terroriser tout le monde avec des contrôles incessants d'identité, de voiture,... La tolérance zéro n'a donc rien à voir avec faire respecter la légalité, mais tout avec l'obtention de l'approbation du politique et des citoyens honnêtes pour augmenter la violence contre les transgresseurs de la loi, pour les balayer de la rue. Et quoique la « situation d'urgence » dont ils parlent soit un peu exagérée, il est clair que dans les arrières-cours de la capitale européenne, il existe une certaine incontrôlabilité. Une incontrôlabilité qui n'a pas tellement à voir avec le fait que les lois soient transgressées, mais bien avec